



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 29 du 20 septembre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 20 septembre 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1127
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	1127
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1127
Bureau de l'utilité publique et de l'environnement.....	1127
Arrêté 2013- DLP/BUPE n° 258 du 13 septembre 2013 modifiant l'arrêté inter-préfectoral 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011 portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat.....	1127
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE / AGENCE REGIONALE DE SANTE.....	1128
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1128
Bureau des procédures environnementales / Service veille et sécurité sanitaires et environnementales.....	1128
Arrêté du 16 septembre 2013 autorisant la communauté de communes du Grand Couronné à exercer la compétence « Aide à la mobilité ».....	1128
- des travaux de dérivation des eaux du forage Val de Meurthe 2010 du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (SIVOM) du Val de Meurthe ;.....	1128
- de l'instauration du périmètre de protection de ce point d'eau ;.....	1128
Autorisation :.....	1128
- d'utiliser l'eau du forage Val de Meurthe 2010 en vue de la consommation humaine pour l'alimentation des communes de Dombasle-sur-Meurthe, Saint-Nicolas-de-Port et Varangéville, adhérentes au SIVOM du Val de Meurthe.....	1128
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1130
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1130
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1130
Arrêté du 16 septembre 2013 relatif à l'agrément, au titre de la protection de l'environnement, de l'association « Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions » (ASVPP).....	1131
Arrêté du 18 septembre 2013 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située à Tomblaine.....	1132
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1132
Bureau de l'interministérialité.....	1132
Arrêté N°13 BI 28 du 19 septembre 2013 accordant délégation de signature à Mme Diane CANDAS, chargée de la direction des libertés publiques.....	1132
Arrêté de subdélégation N° 13.BI.29 du 19 septembre 2013 donnant habilitation à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour la mise en œuvre des programmes :.....	1135
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	1135
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	1135
Arrêté de subdélégation N° 13.BI.30 du 19 septembre 2013 donnant habilitation à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour la mise en œuvre des programmes :.....	1136
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER.....	1136
- développement rural 2007-2013 FEADER.....	1136
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1136
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1136
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1136
Etablissements de santé.....	1136
Arrêté ARS N° 2013-0874 du 11 septembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'ASSOCIATION SAINT ANDRE pour l'exercice 2013.....	1136
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1137
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1137
Arrêté n° 343 du 16 septembre 2013 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique - Période 2013-2019.....	1137
Arrêté n° 344 du 16 septembre 2013 instaurant un plan de gestion cynégétique pour les espèces lièvre, faisan, et perdrix grise dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1137
Arrêté 2013/DDT54/AFC/342, du 17 septembre 2013, constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation à compter du 1er octobre 2013 jusqu'au 30 septembre 2014.....	1138
AUTRES SERVICES.....	1140
L'AUTRE CANAL.....	1140
Décision N° 70 – 2013 du 17 septembre 2013 - Annulation et remplacement des décisions concernant la régie de recettes N°1-2007, N°18-2008, N°31-2010, N°33-2010 et N°66-2013.....	1140
Décision N° 71 – 2013 du 17 septembre 2013 - Annulation et remplacement des décisions N° 38-2011 et 68-2013 modifiant l'institution de la régie d'avances.....	1140
Décision N° 72 – 2013 du 17 septembre 2013 - Tarification : des concerts de Septembre – Octobre – Novembre – Décembre 2013 et de la Carte LAC (carte abonnement).....	1141
Décision N° 73 – 2013 du 17 septembre 2013 - Grille tarifaire à compter du 15 septembre 2013.....	1142
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1146
AUTRES SERVICES.....	1146
ORANGE – UPR NORD-EST.....	1146
Publication de travaux sur la commune de Loisy effectués par Orange.....	1146

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau de l'utilité publique et de l'environnement*

Arrêté 2013- DLP/BUPE n° 258 du 13 septembre 2013 modifiant l'arrêté inter-préfectoral 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011 portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.212-4 et R.212-29 à R.212-34 ;
VU la loi n°2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du parlement européen établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et notamment ses articles 5 et 7 ;
VU la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
VU le décret n°2007-1213 du 10 août 2007 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux et modifiant le code de l'environnement ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU la circulaire du Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du 21 avril 2008 relative aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux ;
VU l'arrêté SGAR 2009-523 signé en date du 27 novembre 2009 par le préfet coordonnateur du bassin Rhin Meuse portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
VU l'arrêté inter préfectoral du 5 avril 1994 fixant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère ;
VU l'arrêté inter-préfectoral 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011, portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat, modifié par arrêtés 2011-DLP-BUPE-197 du 9 juin 2011 et 2012-DLP-BUPE-343 du 13 juin 2012 ;
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Cosnes-et-Romain (54) actant de l'élection du nouveau conseil municipal et du nouveau Maire, suite à la démission de M. André FERRARI le 15 mars 2013 ;
VU la consultation de l'association des Maires de Meurthe-et-Moselle du 12 juin 2013 ;
CONSIDÉRANT que la délibération du conseil municipal de la commune de Cosnes-et-Romain (54) rend nécessaire la mise à jour de la composition de la commission susvisée et justifie la modification du tableau A, annexé à l'arrêté du 12 janvier 2011, qui fixe la liste nominative des membres du Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

A R R E T E

Article 1er : Modification de la liste nominative du collège A des membres de la commission locale de l'eau
Le tableau A "Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux" annexé à l'arrêté 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011 portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère et désignant le préfet coordonnateur pour le compte de l'Etat, est modifié comme suit :
Association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle : lire M. Cédric ACETI, maire de COSNES et ROMAIN, en remplacement de M. André FERRARI.

Le tableau A ainsi modifié est annexé au présent arrêté.

Les tableaux B et C de l'arrêté 2011-DLP/BUPE n° 15 du 12 janvier 2011 demeurent inchangés.

Article 2 : Exécution et publicité de l'arrêté

- Les secrétaires généraux des Préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle,
- les sous-préfets de Briey, Verdun et Thionville,
- les chefs des services déconcentrés de l'Etat intéressés, notamment les directeurs départementaux des territoires de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine, déléguée de bassin Rhin-Meuse,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié :

- au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle,

- sur le site www.gesteau.eaufrance.fr

sur le site internet de la Préfecture :

de Meurthe et Moselle (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr « Environnement – Eau »),

de la Meuse (www.meuse.gouv.fr « Procédures environnementales – Eau »),

de la Moselle (www.moselle.gouv.fr « Grands dossiers – Eau »).

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication.

Metz, le 13 septembre 2013

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Moselle,
Nacer MEDDAH

*A- Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux
(Annexé à l'arrêté 2013-DLP/BUPE n° 258 du 13 septembre 2013)*

STRUCTURES	MEMBRES	Sous commissions		
		Orne	Chiers	Bassins Nord
Conseil régional	M. Jean-Marc FOURNEL, Conseiller Régional,	X	X	X
Conseil général de la Meuse	M. Jean-Louis CANOVA, Vice-Président	X	X	
Conseil général de Meurthe-et-Moselle	M. Christian ARIES, Conseiller Général	X	X	X

Conseil général de la Moselle	M. Michel PAQUET, Conseiller Général	X		X
Association départementale des maires de la Meuse	M. Simon WATRIN, maire de ROUVROIS-SUR-OTHAIN		X	
	M. Christophe CAPUT, maire de DOMMARY BARONCOURT		X	
	M. Bernard BERTRAND, maire de VAUX-DEVANT-DAMLOUP	X		
Association départementale des maires de Meurthe-et-Moselle	M. Alain MERCIER, maire de DONCOURT-LES-CONFLANS	X		
	M. Jean-François BENAUD, maire de MANCE	X		
	M. Simon STACHOWIAK, maire de TUCQUEGNIEUX	X		
	M. Cédric ACETI, maire de COSNES et ROMAIN		X	
	M. Philippe FISCHESSE, maire de DOMPRIX		X	
	M. Jean-François DAMIEN, maire de GRAND FAILLY		X	
	Mme Annie SILVESTRI, maire de THIL			X
Association départementale des maires de la Moselle	M. Philippe DAVID, maire d'HAYANGE			X
	M. Denis SCHITZ, maire de TRESSANGE.			X
	M. Henri BOGUET, maire de FONTOY.			X
	M. Patrick WANT, maire de ROCHONVILLERS.			X
	M. Pierre KELLER, maire d'AMANVILLERS	X		
EPL	M. Michel CAUSIN, Président du Syndicat Intercommunal du Contrat de Rivière Woigt,	X		
	M. Lucien MAZZOCO, Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Piennes,		X	
	M. François BRELLE, Président du Syndicat intercommunal AEP de la région de Mangiennes,,		X	
	M. ECKERT, Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Fontoy-Vallée de la Fensch			X
	M. Fabrice CERBAI, représentant la communauté d'agglomération du Val de Fensch			X
Représentant du Parc naturel régional de Lorraine	M. Emmanuel JEANPIERRE	X		
Représentant de l'établissement public de l'aménagement de la Meuse et de ses affluents	Mme Morgane PITEL, Présidente du Syndicat Intercommunal des Affluents de la Chiers		X	

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE / AGENCE REGIONALE DE SANTE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Bureau des procédures environnementales / Service veille et sécurité sanitaires et environnementales

Arrêté du 16 septembre 2013 portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de dérivation des eaux du forage Val de Meurthe 2010 du Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (SIVOM) du Val de Meurthe ;

- de l'instauration du périmètre de protection de ce point d'eau ;

Autorisation :

- d'utiliser l'eau du forage Val de Meurthe 2010 en vue de la consommation humaine pour l'alimentation des communes de Dombasle-sur-Meurthe, Saint-Nicolas-de-Port et Varangéville, adhérentes au SIVOM du Val de Meurthe.

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1321-1 à 10 et R. 1321-1 à 61 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 214-1 à 6, L. 215-13 et R. 214-53 ;

VU le Code Forestier et notamment les articles L. 311-1, L. 312-1, L. 411-1 et R. 412-19 à R. 412-27 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU la délibération du conseil syndical du 19 janvier 2012 ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 02 décembre 2012 relatif à la définition du périmètre de protection ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique à laquelle il a été procédé du 12 au 27 juillet 2013 inclus sur le territoire de la commune de Varangéville ;

VU l'avis et les conclusions du commissaire-enquêteur du 11 août 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n°54-2012-00119 portant autorisation de prélèvement d'eau au titre du Code de l'Environnement, délivrée au SIVOM du Val de Meurthe le 02 août 2013 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 12 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine du SIVOM du Val de Meurthe énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine du SIVOM du Val de Meurthe ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de protéger la ressource en eau du SIVOM du Val de Meurthe et que dès lors la mise en place du périmètre de protection autour du forage Val de Meurthe 2010 ainsi que les mesures envisagées constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er – Objet de l'arrêté

Le présent arrêté a pour objet de :

déclarer d'utilité publique, au bénéfice du SIVOM du Val de Meurthe, les travaux de dérivation des eaux et le périmètre de protection ;

d'autoriser l'usage de cette eau à des fins de consommation humaine ;

du point d'eau suivant :

Nom du captage	Commune d'implantation	N° de parcelle	Section	Code BSS	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
					X	Y	
Forage Val de Meurthe 2010	Varangéville	314	ZB	02307X1019	892 067	2 411 977	203

SECTION 1

Déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux du forage Val de Meurthe 2010

Article 2 – Dérivation des eaux

Les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel du forage Val de Meurthe 2010, situé sur le ban de la commune de Varangéville, sont déclarés d'utilité publique.

SECTION 2

Déclaration d'utilité publique du périmètre de protection

Article 3 – Désignation du périmètre de protection

Sont déclarés d'utilité publique le périmètre de protection suivant du forage Val de Meurthe 2010 ainsi que les travaux qui s'y rapportent et les servitudes associées pour assurer leur protection et le maintien d'une bonne qualité de l'eau.

Le périmètre de protection est établi conformément aux annexes 2 et 3 du présent arrêté et comprend un périmètre de protection immédiate d'une surface de 225 m² (15m x 15m) qui s'étend sur la commune de Varangéville.

Article 4 – Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate a pour fonction d'empêcher la détérioration de l'ouvrage de prélèvements et éviter que des déversements ou des infiltrations de substances polluantes ne se produisent à l'intérieur ou à proximité de l'ouvrage.

Définition

Le périmètre de protection immédiate du forage Val de Meurthe 2010 a une surface de 225 m².

Prescriptions**Propriété des terrains**

Les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate du forage Val de Meurthe 2010 appartiennent au SIVOM du Val de Meurthe.

Délimitation des terrains

Le périmètre de protection immédiate doit être clôturé avant la mise en service du forage Val de Meurthe 2010.

Aménagement et entretien des terrains

Les terrains délimités par le périmètre sont régulièrement entretenus et ne sont accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages. Toute activité et installation y sont interdites à l'exception de celles nécessaires à l'entretien du point d'eau, de l'emprise protégée et de sa clôture et à l'exploitation des ouvrages en vue de la production d'eau.

L'emploi de produits chimiques (produits phytosanitaires – fertilisants) y est strictement interdit, y compris au niveau des clôtures.

Toutes dispositions sont prises pour éviter que les eaux superficielles ne stagnent sur les emprises protégées, soit en les empêchant de pénétrer sur cette emprise, soit en facilitant leur transit et leur évacuation.

Les emprises protégées sont nettoyées (tonte, débroussaillage ...) au moins deux fois par an.

Des panneaux destinés à interdire l'accès à ces installations devront être apposés sur les portails.

Article 5 – Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique peut être puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du même code, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique peut être puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

SECTION 3

Autorisation d'utiliser les eaux prélevées en vue de la consommation humaine

Article 6 – Autorisation d'utiliser l'eau à des fins de consommation humaine

Le SIVOM du Val de Meurthe est autorisé, à utiliser l'eau du forage Val de Meurthe 2010 en vue de la consommation humaine.

La collectivité, ne pouvant prélever une eau brute dont la température est supérieure ou égale à 25°C, est autorisée à prélever une eau brute ayant une température supérieure à la valeur limite de qualité fixée par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3 et R.1321-7 du code de la santé publique.

Article 7 – Traitement de l'eau

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement de déferrisation, démanganisation, d'élimination de l'arsenic et de désinfection. Le mélange d'eau provenant de la commune de Rosières-aux-Salines permet de diminuer la température de l'eau. La filière de traitement est agréée par le ministère de la santé et assure en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 8 – Surveillance de la qualité de l'eau

Le SIVOM du Val de Meurthe est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dont il a la responsabilité. Il veille notamment à la protection de sa ressource ainsi qu'au bon fonctionnement de ses installations de production d'eau. Un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre doit être tenu à jour par l'exploitant et mis à disposition des autorités de contrôle.

Article 9 – Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé et sont à la charge de l'exploitant.

Les installations de captage et de production demeurent accessibles aux agents en charge du contrôle.

Article 10 – Travaux de mise en conformité et mesures de surveillance

Les travaux de mise en conformité et mesures de surveillance suivants sont réalisés à l'initiative du SIVOM du Val de Meurthe :

Obturation du forage de Varangéville, propriété du SIVOM du Val de Meurthe et référencé par le code BSS 02307X0238, selon les prescriptions et les délais fixés par l'arrêté préfectoral n°54-2012-00119 du 02 août 2013 visé ci-dessus.

Diagnostic du forage Val de Meurthe 2010 basé sur des tests de pompage visant à prévenir un colmatage de la crépine du forage par suivi de l'évolution des pertes de charges. La fréquence est quinquennale à compter de la date de signature du présent arrêté.

Surveillance de l'état du tubage du forage Val de Meurthe 2010 par une inspection caméra avec mesures de la température et de la conductivité sur toute la hauteur du forage. La fréquence est décennale à compter de la date de signature du présent arrêté. Une copie du rapport de contrôle sera transmise à la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine.

SECTION 4

Dispositions diverses

Article 11 : Modification des installations

Tout projet de modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation au système actuel de production (ouvrages et installations), à son mode d'utilisation, tout projet de réalisation de travaux ou d'aménagement de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité sanitaire accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

Article 12 – Pièces annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 - Plan de situation au 1/10 000ème ;
- Annexe 2 - Plan parcellaire du périmètre de protection immédiate.
- Annexe 3 - État parcellaire du périmètre de protection.

Article 13 – Mise en œuvre et notification

Le présent arrêté est transmis à la commune de Varangéville et au SIVOM du Val de Meurthe en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- la conservation de l'acte portant déclaration d'utilité publique en mairie de Varangéville et au siège du SIVOM du Val de Meurthe. Ces collectivités délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées, et mettent à leur disposition une copie de l'arrêté.
- l'affichage en mairie de Varangéville et au siège du SIVOM du Val de Meurthe pendant une durée d'au moins 2 mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes. Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire de la commune de Varangéville et du président du SIVOM du Val de Meurthe.

L'insertion de cet acte dans les documents d'urbanisme doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature du présent arrêté. Les servitudes afférentes au périmètre de protection seront annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

Un avis relatif à cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 14 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois suivant la notification :

- a. soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- b. soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- c. dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
- d. ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration, si un recours administratif a déjà été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 15 – Diffusion et Information

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Président du Tribunal Administratif de Nancy,
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,
- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières de Lorraine,
- au Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle.
- à l'hydrogéologue agréé,

Article 16 – Exécution

- le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
 - le Sous-préfet de Nancy-campagne,
 - le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 - le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
 - le Président du SIVOM du Val de Meurthe,
 - le Maire de Varangéville,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- Nancy, le 16 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes du présent arrêté sont consultables au bureau des procédures environnementales à la préfecture de Meurthe-et-Moselle

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 16 septembre 2013 autorisant la communauté de communes du Grand Couronné à exercer la compétence « Aide à la mobilité »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-17 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Couronné ;

VU la délibération du 22 mai 2013 par laquelle la communauté de communes du Grand Couronné décide de modifier la compétence « Action sociale » ;

VU la lettre de notification en date du 27 mai 2013 demandant aux conseils municipaux de délibérer sur cette modification ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Agincourt (7/06/2013), Amance (9/08/2013), Buissoncourt (27/05/013), Champenoux (25/06/2013), Dommartin-sous-Amance (17/06/2013), Erbéviller-sur-Amezule (4/06/2013), Eulmont (24/06/2013), Gellenoncourt (30/05/2013), Laneuvelotte (28/06/2013), Lénoncourt (7/06/2013), Mazerulles (28/06/2013), Réméréville (7/06/2013), et Velaine-sous-Amance (06/06/2013) ;

VU la délibération défavorable de la commune de Sornéville en date du 30 juin 2013 ;

CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - Le groupe de compétences « Services aux communes » de la communauté de communes du Grand Couronné est complété comme suit :

« 6. Action sociale d'intérêt communautaire

Aide à la mobilité. Les communes restent compétentes pour l'attribution des autres attributions de l'action sociale »

Le reste sans changement.

Article 2 - Les statuts, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 - La liste et la cartographie couleur des cours d'eau concernés par la compétence « 4. hydraulique » du groupe « aménagement de l'espace » est consultable en préfecture et au siège de la communauté de communes.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 septembre 2013

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les statuts annexés sont consultables à la Préfecture, Direction de l'action locale Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités ainsi qu'au siège de la communauté de communes

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 16 septembre 2013 relatif à l'agrément, au titre de la protection de l'environnement, de l'association « Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions » (ASVPP).

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L141-1 à L141-3 et R141-1 à R141-20 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir ;

VU la demande du 1er juin 2013 de l'association « Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions » (ASVPP) en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément interdépartemental au titre de la protection de l'environnement ;

VU l'avis de madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 2 août 2013 ;

VU l'avis de monsieur le procureur général près la cour d'appel de Nancy en date du 5 août 2013 ;

VU l'avis de monsieur le directeur départemental des territoires en date du 12 juillet 2013 ;

CONSIDÉRANT que l'association « Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions » (ASVPP) justifie depuis plus de trois ans :

- d'un objet statutaire relevant de plusieurs domaines mentionnés à l'article L141-1 du code de l'environnement et de l'exercice dans ces domaines d'activités effectives et publiques et de publications de travaux dont la nature et l'importance attestent qu'elle œuvre à titre principal pour la protection de l'environnement ;

- d'un nombre suffisant, eu égard au cadre interdépartemental (département de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges) de son activité, de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées ;

- d'une activité non lucrative et une gestion désintéressée ;

- d'un fonctionnement conforme à ses statuts et présente des garanties permettant l'information de ses membres et leur participation effective à sa gestion ;

- de garanties de régularité en matière financière et comptable ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – Il est accordé, pour une durée de cinq ans renouvelable, un agrément régional au titre de la protection de l'environnement à l'association « Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions » (ASVPP), dont le siège social est à THIAVILLE SUR MEURTHE, 8 rue P. Pierron.

Article 2 – L'association (ASVPP) adressera par voie postale ou électronique, chaque année au préfet de Meurthe-et-Moselle, les documents suivants :

1. Les statuts et le règlement intérieur, s'ils ont été modifiés depuis leur dernière transmission.

2. L'adresse du siège de l'association et son adresse postale si elles ont changé depuis leur dernière transmission.

3. Les nom, profession, domicile et nationalité des personnes qui, à un titre quelconque, sont chargées de l'administration de l'association.

4. Le rapport d'activité, les comptes de résultat et de bilan et leurs annexes approuvés par l'assemblée générale ainsi que le compte rendu de cette assemblée.

5. Le compte rendu de la dernière assemblée générale ordinaire et celui de toute assemblée générale extraordinaire éventuelle.

6. Le ou les montants des cotisations, le produit de ces cotisations ainsi que le nombre et la répartition géographique des membres à jour de leur cotisation décomptés lors de l'assemblée générale, en précisant le nombre de membres, personnes physiques.

7. Le nombre de membres, personnes physiques, cotisant par l'intermédiaire d'associations fédérées, s'il y a lieu.

8. Les dates des réunions du conseil d'administration.

Article 3 – L'arrêté interdépartemental du 17 mai 1994 portant agrément de l'association « ASVPP » au titre de la protection de l'environnement est abrogé.

Article 4 – L'agrément peut être abrogé :

1° Lorsque l'association ne justifie plus du respect des conditions prévues par les articles L. 141-1 et R. 141-2 ;

2° Lorsque l'association exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle bénéficie de l'agrément, dans les conditions définies à l'article R. 141-3 ;

3° En cas de non-respect des obligations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

L'association est préalablement informée des motifs susceptibles de fonder l'abrogation et mise en mesure de présenter ses observations.

Article 5 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication.

Article 6 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de l'association « Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions » (ASVPP), la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le Préfet du département des Vosges, les directeurs départementaux des territoires de Meurthe-et-Moselle et des Vosges sont, chacun en ce qui le

concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures et dont copie sera adressée au procureur général près la cour d'appel de Nancy, ainsi qu'aux greffes du tribunal d'instance et de grande instance de Nancy.

Nancy, le 16 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 18 septembre 2013 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située à Tomblaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L. 11-1 à L. 11-8, L. 23-1 et R. 11-1 à R. 11-3 ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 126-1 et R. 123-1 à R. 123-26 ;

VU le code du patrimoine, et notamment ses articles L. 521-1 et suivants relatifs à l'archéologie préventive ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle conclue le 17 décembre 2010 entre la Communauté Urbaine du Grand Nancy (CUGN) et la Société Lorraine d'Economie Mixte et d'Aménagement Urbain (SOLOREM) d'une part, et l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) d'autre part ;

VU la convention n° B10/70 du 6 octobre 2010 du Bureau de l'EPFL autorisant son Président à solliciter auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située sur le territoire communal de Tomblaine ;

VU l'avis émis le 29 mai 2013 par M. le préfet de Région - autorité administrative compétente en matière d'environnement ;

CONSIDERANT que j'ai ordonné, par arrêté préfectoral du 30 mai 2013, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé du 20 juin au 20 juillet 2013 inclus ;

CONSIDERANT que l'ensemble des formalités réglementaires relatives à l'organisation de l'enquête publique ont été respectées ;

CONSIDERANT que le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située sur le territoire communal de Tomblaine ;

CONSIDERANT, après analyse du dossier soumis à enquête publique, et à la lecture des observations du public formulées pendant l'enquête, des conclusions du commissaire-enquêteur, et de l'avis émis par l'autorité administrative compétente en matière d'environnement, que le projet d'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" présente un caractère d'utilité publique puisque les avantages du projet l'emportent sur ses inconvénients ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - Les travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située sur le territoire communal de Tomblaine sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 - La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL).

Article 3 - L'EPFL est autorisé à acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation du projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 - La présente déclaration d'utilité publique vaut déclaration de projet.

Article 5 - Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC "Bois la Dame" située à Tomblaine est annexé au présent arrêté.

Article 6 - Le présent arrêté sera affiché dans la commune de Tomblaine pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs, et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur général de l'EPF Lorraine, ainsi que le maire de la commune de Tomblaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à :

- M. le président du tribunal administratif de Nancy ;

- M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Nancy, le 18 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté N°13 BI 28 du 19 septembre 2013 accordant délégation de signature à Mme Diane CANDAS, chargée de la direction des libertés publiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel n°09/1475/A du 21 janvier 2010 portant mutation, nomination et détachement de Mme Antoinette AUDIA, attachée principale d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;

VU l'arrêté préfectoral n°13.BI.15 du 1er juillet 2013 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 août 2013 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision préfectorale du 12 septembre 2013 portant affectation de Mme Diane CANDAS, attachée principale, à la direction des libertés publiques ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Diane CANDAS, chargée de la direction des libertés publiques à compter du 19 septembre 2013, à l'effet de signer dans le cadre des attributions de la direction, les décisions se rapportant notamment aux objets suivants :

1-1 – CITOYENNETE

- 100. nomination des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy
- 101. conclusion de marchés publics dans le cadre des échéances électorales
- 102. déclaration de mandataires financiers dans le cadre des élections
- 103. récépissé de déclaration de candidature provisoire
- 104. récépissé de déclaration de candidature définitif
- 105. liquidation financière des élections politiques et professionnelles (factures, frais d'assemblée électorale, subvention aux mairies pour l'achat d'urnes et d'isoloirs, remboursement des procurations et des frais de déplacements des OPJ, remboursement des frais de campagne....) à l'exception des états de rémunération liés à la mise sous pli et des indemnités pour travaux supplémentaires
- 106. déclaration d'option pour le service national
- 107. récépissé de déclaration de revendeurs d'objets mobiliers
- 108. livrets de circulation pour les gens du voyage
- 109. arrêté portant rattachement administratif à une commune pour les gens du voyage
- 110. récépissés de création, modifications et dissolution des fonds de dotation
- 111. récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901 et loi 1905
- 112. récépissés de création, modifications et dissolution des associations syndicales libres
- 113. accusé réception de transmission des comptes annuels et rapport d'activités des associations reconnues d'utilité publique, des fonds de dotation et des fondations
- 114. décision de non opposition en cas de legs ou donation à des associations, congrégations...
- 115. signature des cartes nationales d'identité
- 116. demande d'inscription d'opposition de sortie de territoire des mineurs
- 117. attestations constatant des faits ou des droits
- 118. statistiques mensuelles et comptabilité matière
- 119. correspondances relevant des attributions du bureau de la citoyenneté, hors décisions défavorables
- 120. demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau de la citoyenneté
- 121. bordereaux d'envoi y compris pour télécopies de documents pour toutes les attributions du bureau de la citoyenneté
- 122 - Agents immobiliers :
 - 1221 - Toutes correspondances relatives à l'instruction des demandes
 - 1222 - Délivrance, suspension et retrait de cartes professionnelles et d'attestations de négociateurs immobiliers
- 123 - Opérateurs funéraires :
 - 1231 - Habilitations, suspension et retrait d'autorisation d'exercer
 - 1232 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des chambres funéraires
 - 1233 - Instruction de ces procédures, y compris les mises à enquête publique
 - 1234 - Autorisations de transports de corps à l'étranger, dérogation des délais d'inhumation et de crémation
- 124 - Foires commerciales : récépissés de déclaration
- 125 - Autorisation d'appel à la générosité publique
- 126 - Délivrance de cartes de guide-conférencier
- 127 – Tourisme :
 - 1271 - Classement des offices de tourisme et des communes touristiques
 - 1272 – Délivrance de cartes professionnelles de conducteur de voiture de tourisme
 - 1273 – Autorisation d'exploitation des trains touristiques
- 128 – Réglementations diverses :
 - 1281 – Récépissé de déclaration des ventes en liquidation
 - 1282 – Agrément des commissaires pour les hippodromes
 - 1283 – Délivrance de titres de maître restaurateur
 - 1284 – Autorisation de loteries
- 1-2- USAGERS DE LA ROUTE
- 210 - Taxis :
 - 2101 - Toutes correspondances et décisions relatives à la préparation et l'organisation de l'examen professionnel de conducteur de taxis
 - 2102 - Nomination du jury d'examen
 - 2103 - Délivrance, suspension et retrait de la carte professionnelle de conducteur de taxis
 - 2104 - Commission départementale des taxis et véhicules de petite remise : nomination des membres et présidence de séance
- 211 - Dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express :
 - 2111 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.
 - 2112 - Présidence de la commission départementale des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.
- 212 - Certificats d'Immatriculation :
 - 2121- Télécopies de documents ne comportant pas de décisions
 - 2122- Bordereaux d'envoi de documents
 - 2123- Demande d'enquêtes
 - 2124- Correspondances relevant des attributions de la section des certificats d'immatriculation.
 - 2125- Conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
 - 2126- Suspension des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
 - 2127- Annulation des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
 - 2128- Convention d'agrément des professionnels de l'automobile
 - 2129- Suspension ou annulation des conventions d'agrément des professionnels de l'automobile
- 213 - Permis de conduire :
 - 2131- Télécopies de documents ne comportant pas de décisions
 - 2132- Bordereaux d'envoi de documents
 - 2133- Demande d'enquêtes
 - 2134- Correspondances relevant des attributions de la section des permis de conduire.
 - 2135- Délivrance des titres permis de conduire + échange et refus d'échange de permis étrangers
 - 2136- Échange et refus d'échange de permis étrangers
 - 2137- Arrêtés concernant les permis à points :
 - REF 44, récépissé de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul
 - REF 47, reconstitution de points du permis de conduire
 - REF 3F, suspension provisoire immédiate du permis de conduire

REF 1F, suspension provisoire du permis de conduire
REF 3E, interdiction temporaire immédiate de conduire en France
REF 1E, interdiction temporaire de conduire en France
REF 4F, modification ou confirmation d'un précédent arrêté
REF 4E, modification ou confirmation d'un précédent arrêté

2138- Arrêtés concernant la commission médicale :

REF 61, mesures administratives consécutives à un examen médical

2139- Arrêtés relatifs aux agréments :

Agrément, refus, suspension, retrait d'agrément, et toutes décisions relatives à ces agréments pour les :

- centres de tests psychotechniques
- centres de récupération de points
- médecins de la commission médicale
- médecins exerçant en cabinet médical
- centres de contrôle technique
- contrôleurs techniques
- gardiens de fourrières

2140- Arrêtés relatifs aux immobilisations et mises en fourrière de véhicules :

signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route

2141- Signature, suspension ou annulation des conventions d'agrément avec les établissements d'enseignement de la conduite automobile et les centres de sensibilisation à la sécurité routière.

1-3- IMMIGRATION ET INTEGRATION

300. 1er récépissés (toutes demandes) et renouvellements de récépissé (uniquement dans le cadre de l'asile)

301. Autorisations provisoires de séjour (hors titre humanitaire)

302. Demandes d'enquête

303. Demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau des étrangers

304. Télécopies de documents ne comportant pas de décisions

305. Convocations aux entretiens

306. Remise de titres de séjour des étrangers

307. Titres de séjour des étrangers

308. Documents de circulation pour étranger mineur et titres d'identité républicains

309. Renouvellement de récépissés (hors asile)

310. Autorisations provisoires de séjour (à titre humanitaire)

311. Récépissés de dépôt de dossier de demande de naturalisation, procès-verbaux d'assimilation relatifs à la demande de naturalisation et documents relatifs à l'acquisition de la nationalité française par déclaration à raison du mariage.

312. Refus de délivrance d'autorisation provisoire de séjour

313. Titres de voyage des réfugiés et apatrides

314. Prolongation des visas des passeports

315. Attestations constatant des faits ou des droits

316. Courriers accompagnant la délivrance des autorisations provisoires de séjour suite à l'annulation d'un arrêté de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français par le Tribunal administratif

317. Toutes décisions favorables aux demandeurs

318. Laissez-passer

319. Décisions relevant des articles L511-1 à L511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance, les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention et sa prolongation ainsi que les décisions d'assignation à résidence visées au titre 6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

320. Toutes décisions défavorables concernant notamment le refus de regroupement familial, le refus de la carte de résident ou de certificat de résidence d'Algérien valable dix ans, le refus de l'admission au séjour, la confirmation des arrêtés de refus de séjour avec obligation de quitter le territoire français.

321. Abrogations d'arrêtés de refus de séjour assortis de l'obligation de quitter le territoire français.

322. Représentation de l'État, dans le cadre du contentieux administratif et judiciaire des mesures d'éloignement.

323. Signature de tous les contentieux d'urgence liés aux procédures d'éloignement.

Article 2 :

3-1 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Diane CANDAS, la délégation de signature consentie à l'article 1-1, dans le domaine de la citoyenneté, à l'exception du domaine indiqué en 100, sera exercée par M. Alban OLMEDO, attaché, chef du bureau de la citoyenneté ou, en l'absence de ce dernier, par M. Alex BAILLY, attaché, chef de bureau adjoint.

3-2 : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 101 à 128 : à M. Alban OLMEDO, attaché, chef du bureau de la citoyenneté ou, en son absence, par M. Alex BAILLY, attaché, chef de bureau adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alban OLMEDO ou de M. Alex BAILLY, délégation de signature est donnée à :

- Mme Christine DEBAIZE, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les domaines désignés en 106 à 108, 111 à 114 et 119 à 128.

- Mme Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les domaines désignés en 102, 103, 105 et 119 à 121.

Article 3 :

4-1 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Diane CANDAS, la délégation de signature consentie à l'article 1-2, dans le domaine des usagers de la route sera exercée par Mme Laurence PIEKARSKI, attachée principale.

4-2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Diane CANDAS et de Mme Laurence PIEKARSKI, délégation de signature est donnée à Mme Evelyne GEOFFROY, attachée, pour les domaines désignés en 1.2 (usagers de la route).

4-3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Diane CANDAS et de Mme Laurence PIEKARSKI, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, pour les domaines désignés en 213, à l'exception des domaines 2136, 2139, 2140 et 2014.

Article 4 :

5-1 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Diane CANDAS, la délégation de signature consentie à l'article 1-3 dans le domaine de l'immigration et de l'intégration sera exercée par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée principale, chef du service de l'immigration et de l'intégration ou, en son absence, par Mme Caroline VASSON, attachée, adjointe au chef du service.

5-2 : La délégation de représentation du préfet visée au domaine 322 est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mmes Diane CANDAS et Sabine CHOIGNOT, à Mme Brigitte LELOUP, attachée, chef du bureau asile-éloignement, Mmes Claire TRANDAFIR, Stéphanie CONTAL et M. Yannick JOSEPH-ALEXANDRE, secrétaires administratifs de classe normale.

5-3 : Délégation de signature est donnée, dans le cadre des astreintes des week-ends, jours fériés à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 319, 322 et 323 à Mmes Sabine CHOIGNOT, attachée principale, Caroline VASSON, attachée,

Brigitte LELOUP, attachée, Caroline BASSIERE, attachée, Mmes Claire TRANDAFIR, Stéphanie CONTAL et M. Yannick JOSEPH-ALEXANDRE, secrétaires administratifs de classe normale.

5-4 : Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mmes Diane CANDAS et Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 303 à 306 à Mmes et MM. Catherine CLAUDIN, Angela DIAFERIA, Marie-Claire LAURENT, Gwenaëlle ROY, Sabine GELLENONCOURT, Sakina LABIED, Marjorie MATHIEU, Bruno GUILLEMIN, Fabrice ELOPHE, Lydia VIEIRA-RODRIGUEZ, Kathy KAISER et Sylvie EHL, adjoints administratifs.

5-5 : Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mmes Diane CANDAS et Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 300 à 310 à Mmes Brigitte LELOUP, Caroline VASSON, Caroline BASSIERE, attachées, Mmes Claire TRANDAFIR, Stéphanie CONTAL, Aurélie HEUZE, Jenny BRUNAT, Christelle SCHONI et M. Yannick JOSEPH-ALEXANDRE, secrétaires administratifs.

5-6 : Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mmes Diane CANDAS et Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 303 à 305 et 311 à Mmes Nésiri BORA, attachée, chef du bureau plate-forme régionale de naturalisation, Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, adjointe au chef du bureau, Mme Catherine ZOUÏ, M. Abdelghani KETLAS, secrétaires administratifs, Mmes Yamina BELAÏB, Viviane CHAPOTOT, Catherine CERVA-PEDRIN, Gwéanell DUCHENE, Stéphanie DURET, Christine HOLLARD et Martine VAUQUOIS-ROUQUIER, adjointes administratives.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - 5) au président du Conseil Général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : L'arrêté préfectoral n°13.BI.15 du 1er juillet 2013 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, est abrogé à compter du 19 septembre 2013.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice des libertés publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 19 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 13.BI.29 du 19 septembre 2013 donnant habilitation à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour la mise en œuvre des programmes :

- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER
- développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 9 septembre nommant Mme Véronique ISART sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE ;

VU les deux décisions du 10 juillet 2012 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;

VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de LUNEVILLE, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demandes de subventions,
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- instruire les dossiers de demandes.

1.2 : Pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A et 341-B du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER à l'effet de :

- recevoir les dossiers de demande de subvention ;
- délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
- Instruire et suivre les dossiers de demande (pour les dossiers LEADER, instruction réglementaire uniquement) .

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique ISART, l'habilitation qui lui est consentie sera exercée par Mme Martine CHENG, secrétaire générale de la sous-préfecture de LUNEVILLE.

Article 3 : L'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.40 du 27 juin 2012 donnant habilitation à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, pour la mise en œuvre des programmes FEDER et FEADER, est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et Mme Véronique ISART, sous-préfète de LUNEVILLE, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant quinze jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de Lunéville et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à Mme Martine CHENG, à la direction de l'action locale de la préfecture et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 19 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté de subdélégation N° 13.BI.30 du 19 septembre 2013 donnant habilitation à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour la mise en œuvre des programmes :
- objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER
- développement rural 2007-2013 FEADER

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 8 juillet 2013 nommant M. François PROISY sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;
VU les deux décisions du 10 juillet 2012 du préfet de la région Lorraine portant habilitation de M. Raphaël BARTOLT pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER et du programme de développement rural 2007-2013 FEADER ;
VU la circulaire du premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de gestion, de suivi et de contrôle des programmes cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen pour la pêche (FEP), le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) pour la période 2007-2013 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Dans le cadre des habilitations consenties par le préfet de la région Lorraine à M. Raphaël BARTOLT, préfet de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, dans la limite territoriale de son arrondissement :

1.1 : pour la mise en œuvre du programme objectif compétitivité régionale et emploi Lorraine 2007-2013 FEDER, pour la mesure A-5, l'action B-1-3, la mesure B-3, les mesures C-1 et C-2, l'action D-1-1, les mesures E-1, E-2, E-3, E-4 et E-5 du programme opérationnel, à l'effet de :

-recevoir les dossiers de demandes de subventions,
-délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
-instruire les dossiers de demandes.

1.2 : pour la mise en œuvre du programme de développement rural 2007-2013 FEADER, pour les dispositifs 321-1, 321-2, 321-3, 321-4, 321-5, 323-E, 331, 341-A et 341-B du document régional de développement rural Lorraine 2007-2013 FEADER, à l'effet de :

-recevoir les dossiers de demande de subvention ;
-délivrer les récépissés de dépôt et les accusés de réception ;
-Instruire et suivre les dossiers de demande.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. François PROISY, les habilitations qui lui sont consenties à l'article 1 seront exercées par M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de BRIEY.

Article 3 : L'arrêté préfectoral de subdélégation n°12.BI.39 du 20 juillet 2012 donnant habilitation à Mme Christine BOËHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, pour la mise en œuvre des programmes FEDER et FEADER, est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant quinze jours dans les locaux de la préfecture et de la sous-préfecture de BRIEY et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie en sera adressée au préfet de la région Lorraine-SGAR, à M. Olivier BECKER, à la direction de l'action locale de la préfecture et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 19 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS N° 2013-0874 du 11 septembre 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'ASSOCIATION SAINT ANDRE pour l'exercice 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° SG/2013/195 du 14 mai 2013 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional en 2013 ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, paru au JO du 29 mai 2013, fixant le montant des crédits attribués aux agences régionales de santé au titre du fonds d'intervention régional pour l'année 2013 ;
VU l'arrêté N°2012-1449 du 18 décembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à Monsieur Lucien VICENZUTTI, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie.

ARRETE

Article 1er - Le montant des ressources d'assurance maladie versées à l'Association Saint André (n° FINESS juridique : 57 001 3797 et n° FINESS géographique : 57 001 0082) est fixé pour l'année 2013, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 - Le montant de la dotation FIR pour l'année 2013 est fixé à : 3 300 € au titre de l'éducation thérapeutique du patient.

Article 3 - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 - La déléguée territoriale et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Moselle.

Nancy, le 11 septembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Et par délégation,
Lucien VICENZUTTI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté n° 343 du 16 septembre 2013 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique - Période 2013-2019

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 420-1 et L 425-1 à L 425-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats pour la lorraine ;

vu les orientations régionales forestières pour la lorraine ;

vu le projet régional d'agriculture durable ;

vu la décision de l'assemblée générale de la fédération départementale des chasseurs du 13 avril 2013 ;

vu la consultation du parc naturel régional de lorraine en date du 27 mai 2013 ;

vu la mise en consultation du public du projet de schéma départemental de gestion cynégétique sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle du 28 mai au 18 juin 2013.

VU la synthèse des avis transmis au cours de la consultation du public, publiée sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 11 septembre 2013.

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 21 juin 2013 ;

VU la prise en compte des remarques formulées par la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 21 juin 2013 ;

CONSIDERANT que le projet de schéma proposé par la fédération départementale des chasseurs est conforme aux principes énoncés à l'article L 420-1 et les dispositions de l'article L 425-4 du code de l'environnement ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er – Le schéma départemental de gestion cynégétique annexé est approuvé pour une durée de six ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 2 – Le schéma départemental de gestion cynégétique s'applique sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle.

Il est opposable aux chasseurs, aux sociétés, aux groupements et aux associations de chasse qui exercent une activité cynégétique dans le département.

Article 3 – Ses dispositions, qui concernent notamment :

les plans de gestion et de prévention, et l'agrainage dissuasif

les plans de chasse et de gestion pour le grand et le petit gibier

la sécurité des chasseurs et des non-chasseurs

entrent en vigueur à compter de la date de signature du présent arrêté.

Toutefois les dispositions relatives à la sécurité publique ne prévalent pas sur les arrêtés déjà pris à ce titre, ou à venir.

Article 4 – Le schéma départemental de gestion cynégétique est consultable au siège de la fédération départementale des chasseurs à Atton, ainsi qu'à la direction départementale des territoires à Nancy.

Le directeur de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur de l'agence Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts, le président de l'Association départementale des lieutenants de louveterie seront destinataires d'une ampliation de l'arrêté et d'un exemplaire du schéma.

L'arrêté sera affiché dans toutes les communes et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 – l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2007 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique pour la période 2007-2013 est abrogé.

Article 6 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa parution.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le président de la fédération départementale des chasseurs, les personnes chargées de la police de la chasse et de la protection de la nature, les maires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 16 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 344 du 16 septembre 2013 instaurant un plan de gestion cynégétique pour les espèces lièvre, faisan, et perdrix grise dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et en particulier ses articles L425-15 R425-1-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 7 février 1994 modifié instaurant un plan de chasse pour l'espèce faisan sur une partie du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 10 juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse pour l'espèce lièvre sur une partie du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 10 juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse pour l'espèce perdrix grise sur une partie du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté DDT/AFC/2013/343 du 16 septembre 2013 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique pour la période 2013-2019 ;

VU l'arrêté du 31 mai 2013 d'ouverture et de clôture de la chasse en Meurthe-et-Moselle;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 21 juin sur le schéma départemental de gestion cynégétique, lequel schéma prévoit la suppression des plans de chasse pour les espèces lièvre, faisan et perdrix grise ainsi que leur remplacement par des plans de gestion cynégétique ;

VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT que la gestion des espèces lièvre, faisan et perdrix grise sera garantie par un plan de gestion cynégétique prévu par le schéma départemental de gestion cynégétique en vigueur ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er – Il est instauré un plan de gestion cynégétique pour les espèces lièvre, faisan et perdrix grise. La fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle est en charge de l'administration de ce plan de gestion. Elle informera annuellement la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage de l'évolution des populations ainsi que des attributions et réalisations du plan de gestion.

Article 2 – Les arrêtés instituant un plan de chasse pour les espèces lièvre, faisan et perdrix grise sur une partie du département de Meurthe-et-Moselle sont rapportés.

Article 3 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa parution.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à : M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, M. le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, M. le président de l'association départementale des lieutenants de louveterie. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 16 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté 2013/DDT54/AFC/342, du 17 septembre 2013, constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation à compter du 1er octobre 2013 jusqu'au 30 septembre 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et notamment l'article L 411-11 modifié,

VU la loi n° 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010,

VU le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010 déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et ses composantes,

VU l'arrêté du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt du 5 août 2013 constatant pour 2013 l'indice national des fermages, VU l'avis relatif à l'indice de référence des loyers du premier trimestre 2013 (loi no 2008-111 du 8 février 2008) publié au Journal Officiel du 14 avril 2013.

VU l'arrêté préfectoral DDAF-2001-401 du 23 octobre 2001 fixant le calcul des fermages afférents aux baux des terrains viticoles,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001/400 du 8 novembre 2001 portant application des dispositions du statut du fermage pour le département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009/DDEA54/AFC/372 du 05 août 2009 fixant les maxima et minima du loyer des bâtiments d'habitation dans un bail rural,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT54/AFC/168 du 16 avril 2010 fixant le barème de location des bâtiments d'exploitation agricole,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT54/AFC/370 du 27 septembre 2012 constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation à compter du 1er octobre 2011 jusqu'au 30 septembre 2012,

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

ARRETE

Article 1er - Valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères et des bâtiments d'exploitation

1) L'indice national des fermages :

L'indice national des fermages s'établit pour 2013 à la valeur de 106,68 (Indice base 100 en 2009).

Cet indice est applicable pour les échéances à régler à compter du 1er octobre 2013 jusqu'au 30 septembre 2014.

La variation de l'indice national des fermages 2013 par rapport à l'année 2012 est + 2,63 %.

2) Les terres nues :

Les articles 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral 2001/400 du 8 novembre 2001 déterminent les fourchettes locatives par régions naturelles agricoles et par catégories de terres.

A compter du 1er octobre 2013 et jusqu'au 30 septembre 2014, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale	Valeur maximale
		€/ha/an	€/ha/an
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	102,73	117,61
	Moyenne	66,09	102,73
	Inférieure	48,41	66,09
Woëvre et Haye	Supérieure	98,05	112,93
	Moyenne	63,00	98,05
	Inférieure	45,19	63,00
Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	94,00	110,36
	Moyenne	59,89	94,00
	Inférieure	43,16	59,89

3) Les cultures maraîchères :

L'article 8 de l'arrêté préfectoral 2001/400 du 8 novembre 2001 fixe les critères de détermination du loyer des cultures maraîchères.

A compter du 1er octobre 2013 et jusqu'au 30 septembre 2014, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

en €/ha /an	Valeur minimale	Valeur maximale
Cultures maraîchères	609,42	975,05

4) Les bâtiments d'exploitation :

Les articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT54/AFC/168 du 16 avril 2010 déterminent les différentes catégories de bâtiments de stockage et d'élevage.

A compter du 1er octobre 2013 et jusqu'au 30 septembre 2014, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

Bâtiment de stockage			
Catégories	en € le m²/an		
Première catégorie :	de 1,71	à 2,14	
Deuxième catégorie	de 1,12	à 1,71	
Troisième catégorie	de 0,37	à 0,75	
Quatrième catégorie	de 0,37	à 0,38	

Bâtiment d'élevage			
Catégories	en € le m² couvert/an		en € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an
Première catégorie :	de 1,71	à 2,14	de 0,00 à 0,57
Deuxième catégorie	de 1,12	à 1,71	de 0,00 à 0,57
Troisième catégorie	de 0,57	à 1,12	de 0,00 à 0,57
Quatrième catégorie	0,57		de 0,00 à 0,57

5) Durée du bail

Pour les baux d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés en application des fourchettes définies ci-dessus, sont majorés dans les conditions suivantes :

- 3 % pour les baux de 12 ans
- 5 % pour les baux de 15 ans
- 23 % pour les baux de 18 ans
- 27 % pour les baux de 25 ans

Article 2 - Valeurs locatives des baux viticoles

1) Les baux viticoles en monnaie

A compter du 1er octobre 2013 et jusqu'au 30 septembre 2014, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1) de l'article 1, sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

en €/ha /an	Valeur minimale	Valeur maximale
Baux à vignes :	1 025,61	2 051,19
Terres à vignes :	439,55	732,59

2) Les baux viticoles en quantité de denrée

A compter du 1er octobre 2013 et jusqu'au 30 septembre 2014, le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul est fixé à 108.25€.

3) Durée du bail

Pour les baux à vigne d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés en application des fourchettes définies ci-dessus, sont majorés dans les conditions suivantes :

- 3 % pour les baux de 12 ans
- 5 % pour les baux de 15 ans
- 23 % pour les baux de 18 ans
- 27 % pour les baux de 25 ans

Article 3 - Valeurs locatives des bâtiments d'habitation

1) L'indice de référence des loyers :

L'indice de référence des loyers publié par l'institut national de la statistique et des études économiques s'établit à 124,25 au premier trimestre 2013 (journal officiel du 14 avril 2013).

La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 1,54 %

2) Valeurs locatives :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2009/DDEA54/AFC/372 du 5 août 2009 détermine les loyers des bâtiments d'habitation par catégories définies selon deux types de critères :

- l'importance du logement,
- des éléments correcteurs, tels que l'état d'entretien et de conservation des logements, leur confort et leur situation par rapport à l'exploitation.
- L'importance du logement :

A compter du premier octobre 2013 et jusqu'au 30 septembre 2014, le loyer mensuel au m² actualisé par l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE mentionné au 1), est fixé comme suit :

- Jusqu'à 150 m², le prix est de 4,04 €/m²/mois,
- Entre 151 et 200 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,97 €/m²/mois,
- Entre 201 et 250 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,81 €/m²/mois,

- Les éléments correcteurs :

Au loyer au m² déterminé ci-dessus, un coefficient global compris entre 0,2 et 1,15 est appliqué afin de tenir compte des éléments correcteurs tels que définis par l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/372.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée aux membres de la commission consultative départementale des baux ruraux, aux présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au président de la chambre des notaires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

AUTRES SERVICES

L'AUTRE CANAL

Décision N° 70 – 2013 du 17 septembre 2013 - Annulation et remplacement des décisions concernant la régie de recettes N°1-2007, N°18-2008, N°31-2010, N°33-2010 et N°66-2013

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,
VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du C.G.C.T. (Code Général des Collectivités Territoriales),
VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
VU la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements publics de Coopération Culturelle ;
VU le décret N° 2002-1172 du 11 septembre 2002 relatif aux Etablissements publics de Coopération Culturelle, et modifiant la partie réglementaire du code général des Collectivités Territoriales ;
VU la Loi N° 2006-723 du 22 juin 2006 modifiant le code général des Collectivités Territoriales et la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle ;
VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 relatif à la création de l'EPCC « L'Autre Canal » ;
VU les statuts de l'Etablissement public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal »,
VU la délibération n° 12-2006 validée par le Conseil d'administration de l'EPCC L'Autre Canal du 19 décembre 2006, autorisant l'institution d'une régie de recettes,
VU la décision n°1-2007 instituant la régie de recettes, et des décisions n°18-2008, N° 31-2010 , n°33-2010 et n°66-2013 la modifiant,
VU l'avis conforme de Monsieur le Trésorier, en date du 16/09/2013.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Cette décision annule et remplace les décisions n° 1-2007, N°18-2008, n°31-2010, n°33-2010 et n°66-2013.

Article 2 : Il est institué une régie de recettes auprès de l'EPCC L'Autre Canal.

Article 3 : La régie est utilisée pour l'encaissement des produits suivants :

- Location de studios de répétition – quittance logiciel Quick Studio,
- Vente de petits matériels utiles pour les musiciens (baguettes, piles, bouchons d'oreille) et pour les enfants (casques audio adaptés) – quittance logiciel Quick Studio,
- Merchandising - Ticket de caisse enregistreuse,
- Prestation de vestiaire – Bracelets numérotés,
- Vente de boissons, confiseries, encas et restauration légère contre délivrance de jetons – Ticket de caisse enregistreuse bar,
- Vente de billetterie – Billets logiciel Digitick,
- Vente Carte LAC (carte abonnement) – Etat des ventes logiciel Digitick,
- Vente de la Carte Jeune Nancy Culture – Remise Carte et compte d'emploi,
- Vente de ticket repas du Crous situé Bd d'Austrasie – Ticket repas et compte d'emploi.

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissables selon les modes de règlement suivants :

- Chèque,
- Numéraire,
- Carte bancaire,
- Carte multipass Lorraine,
- Vente en ligne.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur auprès du trésorier municipal de Nancy.

Article 6 : Un fonds de caisse d'un montant de 5 000 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions et pour les recettes désignées dans l'acte de nomination de ceux-ci.

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 40 000 €.

Article 9 : Le régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 10 : Le régisseur verse auprès de la trésorerie municipale la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 17 septembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Décision N° 71 – 2013 du 17 septembre 2013 - Annulation et remplacement des décisions N° 38-2011 et 68-2013 modifiant l'institution de la régie d'avances

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,
VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008, modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du C.G.C.T. (Code Général des Collectivités Territoriales), relatifs à la création des régies des Etablissements Publics Locaux,
VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
VU la délibération n° 11-2006 validée par le Conseil d'Administration de l'EPCC L'Autre Canal du 19 décembre 2006, autorisant la création d'une régie d'avances,
VU les décisions n°38-2011 et n°68-2013 modifiant l'institution de la régie d'avances,
VU l'avis conforme de Monsieur le Trésorier en date du 16/09/2013,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Cette décision annule et remplace les décisions n° 38-2011 et 68-2013.

Article 2 : Il est institué une régie d'avances auprès de l'EPCC L'Autre Canal.

Article 3 : Cette régie est installée au 45 Bd d'Austrasie, 54000 Nancy.

Article 4 : La régie paie les dépenses suivantes dans le cadre des activités artistiques et culturelles menées par l'EPCC L'Autre Canal – dans la limite de 300€ en numéraire par opération :

Des dépenses de matériel et de fonctionnement, dans la limite de 2 000€ par opération – arrêté du 19 décembre 2005, dont notamment : des petites fournitures, affranchissement, transport de matériel, matériel électrique et d'éclairage, matériel technique, matériel de bricolage, matériel de restauration, matériel de bureau, documentation (livres, magazines), reproductions (photocopies, développements photographiques, CD), denrées alimentaires, produits de pharmacie, frais de réception et de représentation.

Avances et/ou frais de mission et de stage – hôtel, restauration, transport, droits d'entrée :

- pour les personnels et stagiaires, conformément à la Convention Collective Nationale des Entreprises Artistiques et Culturelles,
- pour les artistes, techniciens, intervenants sur des formations, dans le cadre d'une convention préalablement signée entre les parties,
- pour les membres du Conseil d'Administration, conformément à la délibération ayant statué sur le sujet.

Remboursement de recettes de billetterie et de jetons, préalablement encaissées par la régie de recettes.

Acquisitions de spectacles et avances sur acquisitions de spectacles, dans la limite de 10 000 € par opération – arrêté du 19 décembre 2005.

Rémunérations des personnels payés sur une base horaire où à la vacation.

Article 5 : Les dépenses désignées à l'article 2 sont payées selon les modes de règlement suivants :

chèque,
numéraire,
carte bancaire
prélèvement

Article 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur auprès de la Direction Départementales des Finances Publiques 54.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance consentie au régisseur est fixé à 25 000€.

Article 8 : Une avance exceptionnelle pourra être accordée sur justification et accord de l'ordonnateur et du comptable public.

Article 9 : L'intervention des mandataires de la régie d'avances a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 10 : Le régisseur verse auprès du comptable municipal la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois.

Article 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 : L'ordonnateur et le comptable public assignataire de Nancy Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 17 septembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de l'EPCC L'Autre Canal

Décision N° 72 – 2013 du 17 septembre 2013 - Tarification : des concerts de Septembre – Octobre – Novembre – Décembre 2013 et de la Carte LAC (carte abonnement)

VU la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle,
VU le décret N° 2002-1172 du 11 septembre 2002, relatif aux Etablissements Publics de Coopération Culturelle, et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la Loi N° 2006-723 du 22 juin 2006, modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales et la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle,
VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006, relatif à la création de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal »,
VU les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » du 7 décembre 2006,
VU la délibération N° 18-2006, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal » du 19 décembre 2006,

Il est convenu ce qui suit :

Article unique : Mr Henri DIDONNA, Directeur de L'Autre Canal, fixe les tarifs suivants pour la programmation des manifestations publiques de Septembre, Octobre, Novembre et Décembre 2013. Ces derniers ont été déterminés dans le but d'optimiser la fréquentation de la structure et en tenant compte de la réalité économique du secteur.

2013	Activité	Nom de la soirée	Prévente Tarif Réduit *	Prévente Tarif Plein	Sur place Tarif Plein	Sur place Tarif Réduit *
Sept						
22	Concert	Shake Yo Ass	-	7 €	7 €	-
23	Concert	Cocorosie + Sheep dog and wolf	22 €	25 €	28 €	-
26	Concert	Docteur Vandale + La Villa Ginette	-	5 €	5 €	-
27	Concert	Médine + Mesrine + 6Tematik	18 €	21 €	24 €	-
28	Concert	Gueules d'Aminche + Flying Orkestar + Grouchoo dj set	5 €	10 €	13 €	-
Oct						
02	Concert	Kery James + Leck	21 €	24 €	27 €	-
09	Concert	Aufgang + Chassol + Mendelson	19 €	22 €	25 €	-
12	Concert	Miss Kittin + Sexy Sushi + Misteur Valaire + Rone	-	25 €	28 €	-
15	Concert	Sophie Hunger + Piers Faccini + Amatorski	19 €	22 €	25 €	-

16	Concert	Shannon Wright + Kas Product + Mesparrow	19 €	22 €	25 €	-
17	Concert	Cape Town Effects + Gael Faye + The Coup + Rusty Lazer & Nicky Da B	15 €	18 €	21 €	-
26	Concert	Zaz	25 €	28 €	31 €	-
31	Concert	Shadoz	3 €	5 €	5 €	3 €
Nov						
02	Concert	La colonie de vacances	8 €	13 €	16 €	-
07	Concert	Foals + Everything everything	20 €	23 €	26 €	-
08	Concert	Bot'ox + Kelpe + The Waters	5 €	10 €	13 €	-
09	Concert	Troumaca + Sir Sly + SMU + Capture	7 €	12 €	15 €	-
12	Concert	London Grammar + Isaac Delusion	5 €	10 €	13 €	-
16	Concert	Zaho	19 €	22 €	25 €	-
21	Concert	Stromae	20 €	23 €	26 €	-
22	Concert	La Fouine + Sultan + Lil'Geezy	23,20 €	26,20 €	29,20 €	-
23	Concert	Ayo	20 €	23 €	26 €	-
26	Concert	Ben l'oncle soul and Monophonics	21 €	24 €	27 €	-
28	Concert	Keziah Jones	22,70 €	25,20 €	29 €	-
29	Concert	Bastian Baker	19 €	22 €	25 €	-
30	Concert 1	Bionic Orchestra 2.0	5 €	10 €	13 €	-
Déc						
03	Concert 1	Kadambini	3 €	5 €	5 €	3 €
03	Concert 2	Kadambini	3 €	5 €	5 €	3 €
07	Concert	Nasser + Blackstrobe + Posterboy machine	12 €	17 €	20 €	-
11	Concert	Gaetan Roussel + Christine & The Queens	22 €	25 €	28 €	-
12	Concert	Dub Inc	21 €	24 €	27 €	-
14	Concert	Les Fatals Picards + Nordine Le Nordec	19 €	22 €	25 €	-
18	Concert	Amel Bent	27 €	30 €	33 €	-
20	Concert	IAM + Koffy	31 €	34 €	37 €	-

(*) - Le tarif réduit est accordé, uniquement en prévente, aux étudiants, aux titulaires de la carte Jeunes Nancy Culture, aux adhérents FNAC, aux détenteurs de la carte bancaire Caisse d'Epargne et aux bénéficiaires des minima sociaux dans la limite d'un quota disponible et avec la condition d'une présentation des justificatifs à l'entrée de la salle.

- Pour les concerts des jeudi 31 octobre et mardi 3 décembre 2013, le tarif réduit ne s'adresse qu'aux enfants de moins de 12 ans.

- Un tarif à 3 € existe en plus sur tous les concerts. Ces billets sont exclusivement vendus à des structures sociales ou socioculturelles, à destination de leurs usagers.

Offre spéciale Carte LAC (carte abonnement de L'Autre Canal)

	Tarif plein	Tarif réduit (*)	Tarif réduit (**)
Carte LAC (Carte abonnement L'Autre Canal) Validité de septembre 2013 à août 2014	18€	9€	5€

(*) Tarif réduit accordé aux étudiants, aux possesseurs de la Carte Jeune Nancy Culture, aux adhérents FNAC, aux détenteurs de la carte bancaire Caisse d'Epargne et aux bénéficiaires des minima sociaux.

(**) Tarif réduit accordé aux adhérents des Associations partenaires cooptées par L'Autre Canal, ou à titre exceptionnel lors d'opérations de promotion.

La Carte LAC donne droit, dans la limite des places disponibles, aux réductions suivantes :

	Réduction sur concerts produits ou co-produits par L'Autre Canal (picto « Carte LAC » sur programme)	Réduction sur concerts produits par Producteurs extérieurs
Prévente	3€ à 5€	3€
Sur place le soir du concert	3€	3,00 €

Informations spécifiques :

L'Autre Canal accepte la carte Multipass Lorraine comme mode de paiement (10 € crédités par le Conseil Régional de Lorraine sur une carte remise à chaque lycéen de la région).

Nancy, le 17 septembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

Décision N° 73 – 2013 du 17 septembre 2013 - Grille tarifaire à compter du 15 septembre 2013

VU la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle,
VU le décret N° 2002-1172 du 11 septembre 2002, relatif aux Etablissements Publics de Coopération Culturelle, et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi N° 2006-723 du 22 juin 2006, modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales et la Loi N° 2002-6 du 4 janvier 2002, relative à la création d'Etablissements Publics de Coopération Culturelle,
 VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006, relatif à la création de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal »,
 VU les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » du 7 décembre 2006,
 VU la délibération N° 18-2006, validée par le Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. « L'Autre Canal » du 19 décembre 2006,

Il est convenu ce qui suit :

Article unique : Mr Henri DIDONNA, Directeur de L'Autre Canal, fixe les tarifs suivants à compter du 15 septembre 2013.

TARIFS RÉSERVÉS AUX ARTISTES DE LORRAINE (TTC) A COMPTER DU 15 SEPTEMBRE 2013 – L'AUTRE CANAL		
TARIFS DES RÉPÉTITIONS		
TTC		
Répétition par créneaux de 2 heures en soirée pour un groupe (Backline + station MAO pour enregistrement fournis)	9,00 €	L'heure
Répétition par créneaux de 2 heures en soirée pour un musicien seul (Backline + station MAO pour enregistrement fournis)	5,00 €	L'heure
Répétition en journée – groupe autonome techniquement – 10h00/18h00 (Backline + station MAO pour enregistrement fournis).	25,00 €	La journée (8 heures)
Répétition en ½ journée - groupe autonome techniquement – 10h00/14h00 ou 14h00/18h00 (Backline + station MAO pour enregistrement fournis)	15,00 €	La ½ journée (4 heures)
Répétition en ½ journée - solo autonome techniquement – 10h00/14h00 ou 14h00/18h00 (Backline + station MAO pour enregistrement fournis)	9,00 €	La ½ journée (4 heures)
TARIFS DES ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT EN STUDIO DE REPETITION		
TTC		
Répétition accompagnée dans le studio de répétition habituel du groupe (hors tarif de location éventuel d'un studio à L'Autre Canal) – 1 à 6 séances de 3 h	9,00 €	L'heure
Pré production d'un enregistrement dans le studio de répétition habituel du groupe (hors tarif de location éventuel d'un studio à L'Autre Canal) – 1 à 6 séances de 3 h	9,00 €	L'heure
TARIFS DU TRAVAIL SUR SCENE ET ENREGISTREMENTS AUDIO (DANS LA LIMITE DE 14 HEURES D'ACCOMPAGNEMENT/AN DE DATE A DATE)		
TTC		
Travail scénique accompagné – Aspects artistiques et techniques – 1 musicien conseil (6h) et 1 technicien conseil	150,00 €	La journée (7 heures)
Gestion du son sur scène – Aspects techniques - son	55,00 €	La ½ journée (3,5 heures)
Gestion du son sur scène (1/2 journée) + filage (1/2 journée) – Aspects techniques - son	110,00 €	La journée (7 heures)
Filage – Aspects techniques – 1 technicien – son ou lumière	110,00 €	La journée (7 heures)
Filage – Aspects techniques – 1 technicien son + 1 technicien lumière	370,00 €	La journée (7 heures)
Filage – Aspects techniques – 3 techniciens – son façade + son retour + lumière	630,00 €	La journée (7 heures)
Stage intensif d'accompagnement – Aspects artistiques, techniques et projet – nécessite la présence concomitante de 2 groupes (4h travail sur scène + 4h musique + 4h chant) Ce stage inclura également : 1h de RDV ressource + 1h d'observation d'un autre groupe sur scène + 1h de bilan collectif avec l'ensemble des groupes ayant participé aux stages.	200,00 €	Sur 2 jours/groupe
Enregistrement audio et/ou mix – Session de 3,5 heures	55,00 €	La ½ journée (3,5 heures)
Enregistrement audio et/ou mix – Session de 7 heures	110,00 €	La journée (7 heures)
TARIFS DU TRAVAIL SUR SCENE ET ENREGISTREMENTS AUDIO (AU DELA DE 14 HEURES D'ACCOMPAGNEMENT/AN DE DATE A DATE)		
TTC		
Travail scénique accompagné – Aspects artistiques et techniques – 1 musicien conseil (6h) et 1 technicien conseil	500,00 €	La journée (7 heures)
Filage – Aspects techniques – 1 technicien – son ou lumière	260,00 €	La journée (7 heures)
Filage – Aspects techniques – 2 techniciens – son et/ou lumière	520,00 €	La journée (7 heures)
Filage – Aspects techniques – 3 techniciens – son façade + son retour + lumière	780,00 €	La journée (7 heures)
Enregistrement audio et/ou mix – Session de 3,5 heures	130,00 €	2 heures
Enregistrement audio et/ou mix – Session de 7 heures	260,00 €	La journée (7 heures)
TARIFS DES FORMATIONS		
TTC		
Ateliers ou stages	5,00 €	L'heure
TARIFS D'UTILISATION DU PÔLE IMAGE		
TTC		
Accès à un studio - création graphique équipé ou chaîne de production vidéo	5,00 €	L'heure

TARIFS VENTES AU GRAND PUBLIC (TTC) A COMPTER DU 15 SEPTEMBRE 2013 - L'AUTRE CANAL		
TARIFS DES VENTES AU BAR DE L'AUTRE CANAL		TTC
Bière sans alcool	1,50 €	25 cl
Bière pression	3,00 €	25 cl
Bière en boîte ou en bouteille	4,50 €	25 cl
Vin rouge ou blanc	3,00 €	12,5 cl
Vin rouge ou blanc supérieur	4,50 €	12,5 cl
Cocktail du mois	4,50 €	15 cl
Cocktail supérieur	6,00 €	15 cl
Vodka – Red Bull	6,00 €	15 cl
Champagne	6,00 €	10 cl
Red Bull	4,50 €	25 cl
Jus de fruits, Soda	1,50 €	25 cl
Café, Thé, Eau, Friandises	1,50 €	Unitaire
Friandises (confiseries, chips)	1,50 €	Unitaire
TARIFS AUTRES VENTES		TTC
Paire de baguettes pour batterie	12,00 €	La paire
Jeu de cordes Gt A	12,00 €	Le jeu
Jeu de cordes Gt E	7,00 €	Le jeu
Jeu de cordes Basse	20,00 €	Le jeu
Bouchons d'oreilles Earpad	16,00 €	La paire
Casque audio pour enfant	16,00 €	Le casque
Ticket repas restaurant universitaire (hors d'œuvre, plat, fromage, dessert, pain, eau en carafe) – réservé aux stagiaires, musiciens ou invités accueillis à L'Autre Canal dans le cadre de l'une ou l'autre de ses activités	9,00 €	Par repas
Ticket repas restaurant universitaire (hors d'œuvre, plat, fromage, dessert, pain, boisson en cannette, eau en carafe) – réservé aux stagiaires, musiciens ou invités accueillis à L'Autre Canal dans le cadre de l'une ou l'autre de ses activités	10,50 €	Par repas
TARIFS DES PRESTATIONS PUBLIQUES		TTC
Atelier Jeune Public	5,00 €	Par enfant
Vestiaire	1,00 €	Par personne

TARIFS VENTES AUX ORGANISATIONS (HT) A COMPTER DU 15 SEPTEMBRE 2013 - L'AUTRE CANAL		
TARIFS DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS		HT
Personnel sans qualification spécifique requise (accueil artiste, road, runner)	24,00 €	L'heure
Personnel qualifié (assistant technique, personnel non cadre)	28,00 €	L'heure
Personnel très qualifié (technicien conseil, régisseur, cadre)	32,00 €	L'heure
Intervenants formateurs (stage, formation), Intervenants sur travail de création (regard extérieur, simulation lumière, conception sonore)	50,00 €	L'heure
Agent de sécurité, contrôleur, vestiaire	21,00 €	L'heure
TARIFS DES PRESTATIONS D'ACCUEIL ARTISTES		HT
Catering, Préparation pour Tour bus, ou Petit déjeuner	7,00 €	Par personne
Repas ou Buffet	14,00 €	Par personne
Maxi Repas	19,00 €	Par personne
Repas Luxe	23,00 €	Par personne
Bouteille alcool fort	21,00 €	Par personne
TARIFS DES PRESTATIONS D'ACCUEIL EVENEMENTS PRIVES		HT
Petites viennoiseries à l'arrivée (3 par personne)	2,00 €	Par personne
Boissons chaudes et froides (sans alcool) + petits gâteaux secs pour l'accueil	3,00 €	Par personne
Boissons chaudes et froides (sans alcool) + petits gâteaux secs, pour l'accueil + à volonté en journée	5,00 €	Par personne
TARIFS DES PRESTATIONS MENAGE		HT
Ménage Bar (bar utilisé seul et pas de service au bar)	100,00 €	Unitaire

Ménage Espace accueil artistes	70,00 €	Unitaire
Ménage Club	50,00 €	Unitaire
Ménage Club + Bar (si pas de service au bar)	150,00 €	Unitaire
Ménage Club + Espace accueil artistes	120,00 €	Unitaire
Ménage Club + Espace accueil artistes + Bar (si pas de service au bar)	220,00 €	Unitaire
Ménage Grande Salle	80,00 €	Unitaire
Ménage Grande Salle + Bar (si pas de service au bar)	180,00 €	Unitaire
Ménage Grande salle + Espace accueil artistes	150,00 €	Unitaire
Ménage Grande salle + Espace accueil artistes + Bar (si pas de service au bar)	250,00 €	Unitaire

**TARIFS APPLICABLES POUR L'ORGANISATION DE CONCERTS OU RESIDENCES (HT)
A COMPTER DU 15 SEPTEMBRE 2013 - L'AUTRE CANAL**

TARIFS DES LOCATIONS DE SALLE POUR CONCERTS		HT	
Location Club jusqu'à 350 spectateurs (invitations comprises). > Nota : Cette location n'est possible qu'en cas de transfert de la Grande Salle au Club, en raison du nombre de préventes non conforme aux attentes). Coût correspondant aux fluides, au ménage, aux frais de gestion générés par la vente de billetterie sur place, et au temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 accueil billetterie, 1 accueil groupes, 2 agents de sécurité, gestion technique et administrative)		1 000,00 €	La journée (12 heures)
Location Grande Salle jusqu'à 700 spectateurs (invitations comprises) Coût correspondant aux fluides, au ménage, aux frais de gestion générés par la vente de billetterie sur place, et au temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 accueil billetterie, 1 accueil groupes, 2 agents de sécurité, gestion technique et administrative)		1 500,00 €	La journée (12 heures)
Location Grande Salle de 701 à 1293 spectateurs (invitations comprises) Coût correspondant aux fluides, au ménage, aux frais de gestion générés par la vente de billetterie sur place, et au temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 accueil billetterie, 1 accueil groupes, 2 agents de sécurité, gestion technique et administrative)		2 200,00 €	La journée (12 heures)
Forfait location correspondant à l'utilisation du matériel technique * La billetterie HT s'entend nette de la Sacem et de la taxe sur les spectacles * Forfait de 800 € HT si concert gratuit en Grande Salle et de 400€ en Club		4% de la billetterie HT	La journée (12 heures)
Surcoût pour la production d'un concert payant pour le compte d'un tiers dont l'activité première ne relève pas du spectacle vivant		1 200,00 €	Forfait concert
TARIFS DES LOCATIONS DE SALLE POUR DES RÉSIDENCES D'ARTISTES		HT	
Location Grande salle équipée son et lumière, espace restauration 60 m2, 2 loges 35 m2, 1 loge 15 m2, 1 bureau de production, y compris les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 accueil artistes) et la gestion technique et administrative.		1200,00 €	La journée (12 heures)
Location Club équipée son et lumière, espace restauration 60 m2, 2 loges 35 m2, 1 loge 15 m2, 1 bureau de production, et compris les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 accueil artistes) et la gestion technique et administrative.		800,00 €	La journée (12 heures)

**TARIFS APPLICABLES POUR L'ORGANISATION D'UN EVENEMENT AUTRE QU'UN CONCERT
A COMPTER DU 15 SEPTEMBRE 2013 - L'AUTRE CANAL**

TARIFS DES LOCATIONS DE SALLE POUR EVENEMENT PRIVÉ		HT	
(Temps d'installation et de démontage compris)			
Location Catering sans vidéoprojecteur et écran (compris les fluides et le ménage)		250,00 €	La journée (6 heures)
Location Catering avec vidéoprojecteur et écran (compris les fluides et le ménage)		325,00 €	La journée (6 heures)
Location Centre de ressources et multimédia sans vidéoprojecteur et écran (compris les fluides et le ménage)		250,00 €	La journée (6 heures)
Location Centre de ressources et multimédia avec vidéoprojecteur et écran (compris les fluides et le ménage)		325,00 €	La journée (6 heures)
Location Bar pour une réunion simple, sans aucune préparation technique (compris les fluides, le ménage)		500,00 €	La ½ journée (6 heures)
Location Bar pour une manifestation privée, compris le centre de ressources et multimédia, ainsi que les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté au lieu (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 agent de sécurité, gestion technique et administrative)		2 000,00 €	La ½ journée (6 heures)
Location Club compris espace bar, espace accueil artistes et centre de ressources et multimédia, ainsi que les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 agent de sécurité, gestion technique et administrative)		2 500,00 €	La ½ journée (6 heures)

Location Grande salle compris espace bar, espace accueil artistes et centre de ressources et multimédia, ainsi que les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 agent de sécurité, gestion technique et administrative)	3 000,00 €	La ½ journée (6 heures)
Location Grande salle + Club compris espace bar, espace accueil artistes et centre de ressources et multimédia, ainsi que les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 agent de sécurité, gestion technique et administrative)	3 500,00 €	La ½ journée (6 heures)
Location Bar compris le centre de ressources et multimédia, ainsi que les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 agent de sécurité, gestion technique et administrative)	3 000,00 €	La journée (12 heures)
Location Club compris espace bar, espace accueil artistes et centre de ressources et multimédia, ainsi que les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 agent de sécurité, gestion technique et administrative)	3 500,00 €	La journée (12 heures)
Location Grande salle compris espace bar, espace accueil artistes et centre de ressources et multimédia, ainsi que les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 agent de sécurité, gestion technique et administrative)	5 000,00 €	La journée (12 heures)
Location Grande salle + Club compris : espace bar, espace accueil artistes et centre de ressources et multimédia, ainsi que les fluides, le ménage, le temps de travail du personnel affecté à la salle (1 régisseur lumière et 1 régisseur son, 1 régisseur principal pour la préparation en amont de la date, 1 agent de sécurité, gestion technique et administrative)	5 500,00 €	La journée (12 heures)
Location pour journée supplémentaire de montage en petite ou grande salle (hors technicien) (compris les fluides et le ménage)	1 000,00 €	Forfait jour

Nancy, le 17 septembre 2013

L'Ordonnateur,
Henri DIDONNA
Directeur de L'Autre Canal

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

ORANGE – UPR NORD-EST

Publication de travaux sur la commune de Loisy effectués par Orange

Nous vous informons que Orange va procéder à des travaux et construire un nouveau réseau de communications électroniques sur la commune de LOISY (code postal 54700, code INSEE 54320).

Le réseau sera créé le long de la RD 40 et aura une longueur de 1920m en 1 tronçon. Coordonnées Lambert du tronçon :

RD 40, LOISY : origine : X : 875524 & Y : 2438327 ; destination : X : 875775 & Y : 2436487.

Ces travaux n'entrent pas dans le cadre des coordinations, enfouissements et dissimulations de réseaux et ils seront effectués en micro-trancheuse et en tranchée traditionnelle, conformément au règlement de voirie.

En application de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009, (art. L. 49 du Code des Postes et Communications Electroniques) et du décret n° 2010-726 du 28 juin 2010, les collectivités ou opérateurs devront faire connaître dans un délai de six semaines à compter de la présente publication, leur intérêt pour ce projet.

Sans aucune réponse dans un délai de 6 semaines suivant la publication, Orange procédera à l'activation de la phase opérationnelle.

La demande motivée de l'opérateur ou de la collectivité territoriale, est à adresser en lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse suivante :

Orange - UPR Nord Est - 73 rue de la Cimaie - 59650 Villeneuve d'Ascq

Mail : uprne.artquaranteneuf@orange.com

